

# 2024 Rapport annuel

**RÉMI**  
REGROUPEMENT DES  
ÉVÉNEMENTS MAJEURS  
INTERNATIONAUX  
QUÉBEC



Crédit photo : Dominic Charette Photographe,  
Festival de Montgolfières de Gatineau



# MEMBRES (AU 31 DÉCEMBRE 2024)

- GATINEAU

Festival de montgolfières de Gatineau
- JOLIETTE

Festival de Lanaudière
- LÉVIS

Festivent
- MONTREAL

Festival Go vélo Montréal

Festival international de films Fantasia

Festival International de Jazz de Montréal

Festival M.A.D

Festival Montréal en Lumière

Festival du nouveau cinéma

Les Francos de Montréal

L'International des Feux Loto-Québec

Fierté Montréal

Igloofest

Montréal Complètement Cirque

Omnium Banque Nationale

OSHEAGA Festival Musique et Arts

Piknic Électronik
- QUEBEC

Carnaval de Québec

ComediHa!Fest

Festival d'été de Québec

Fêtes de la Nouvelle-France

Grands Feux Loto-Québec
- SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

International de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu
- SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Régates de Valleyfield
- SHERBROOKE

Fête du Lac des Nations
- ST-TITE

Festival Western de St-Tite
- TREMBLANT

Festival d'été de Tremblant
- TROIS-RIVIERES

FestiVoix

## Membres affiliés



Événements  
Attractions  
Québec



Festival  
International  
Nuits d'Afrique



Présence  
autochtone



Virée classique  
de l'OSM



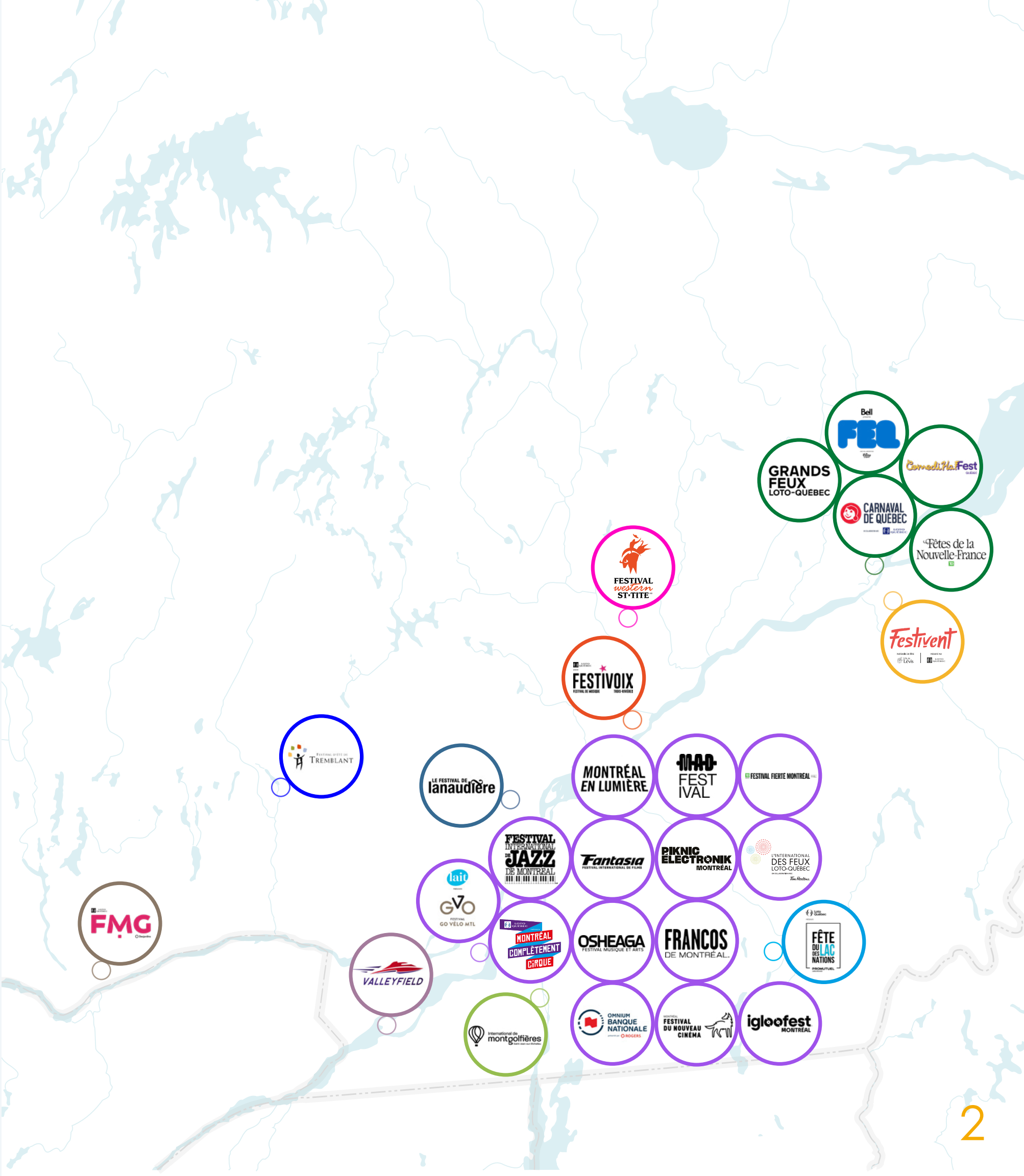
Festival International  
des Rythmes du  
Monde

MONTREAL

SAGUENAY



C.P. 60584, Succ. Ste-Catherine Est  
Montréal (Québec) H1V 3T8  
[info@remi.qc.ca](mailto:info@remi.qc.ca)  
[remi.qc.ca](http://remi.qc.ca)





# LE CONSEIL D'ADMINISTRATION\*

## Présidente du conseil d'administration :

**Louise Beaudoin**

## Vice-président :

**Eugène Lapierre**  
Omnium Banque Nationale

## Secrétaire-trésorière :

**Sandra Cloutier**  
Festival de Montgolfières de  
Gatineau

## Administrateurs :

**Nick Farkas**  
Osheaga, Festival Musique et Arts

**Thomas Grégoire**  
FestiVoix de Trois-Rivières

**Anne-Marie Lemire**  
Festival Western de St-Tite

**Nicolas Racine**  
Festival d'été de Québec

**Cindy Trothier**  
Fête du Lac des Nations

Ils ont quitté le CA en 2024 et  
le RÉMI les remercie pour leur  
engagement :

**Jacques Primeau**, Montréal en  
Lumière

**Maude Brouillette**, Festival  
international de Jazz de Montréal

**Xavier Roy**, Festival de  
Lanaudière

\*au 31 décembre 2024



Crédit photo : Fête du Lac des Nations





# MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## Bientôt 25 ans de création d'instants de bonheur

**Ayant récemment entamé sa 25<sup>e</sup> année d'existence, le Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) soulignera de diverses façons cet anniversaire au cours des prochains mois, en rappelant un élément très simple, à savoir que ses membres et lui-même ont fait de la création d'instants de bonheur leur affaire.**

Même si les défis demeurent nombreux et que les temps sont particulièrement difficiles, il m'apparaît important de prendre ce temps d'arrêt pour constater tout le chemin parcouru ensemble et, surtout, à quel point les événements majeurs internationaux sont bien ancrés et appréciés dans les différentes communautés, avec à leurs têtes des gens de cœur, déterminés et passionnés.

On peut aussi profiter de l'occasion pour rappeler l'importance du secteur, de ses retombées sociales, culturelles, économiques et touristiques, de même que l'engagement de ses membres envers l'innovation et le développement responsable.

S'ils sont devenus majeurs et internationaux, n'oublions pas que les événements membres du RÉMI

sont aussi demeurés régionaux, en étant implantés presque partout au Québec, de l'Outaouais à la Capitale-Nationale, de la Mauricie à l'Estrie. Rappelons-nous qu'ils sont très souvent artistiques dans la mesure où la culture est dans bien des cas au cœur même de leur mission. Étant presque toujours des OBNL, ils sont généralement les créatures de communautés entières ou d'entrepreneurs visionnaires d'ici et, s'il se trouve que quelques-uns travaillent étroitement avec des entreprises, ces dernières sont de propriété exclusive ou majoritairement québécoise. L'anniversaire du Regroupement doit permettre de rappeler ces éléments fondamentaux qu'on tend à oublier dans certains cercles.

Au cours du dernier quart de siècle, le temps a emporté le Mondial des Cultures de Drummondville, le Festival des films du monde de Montréal et le Grand prix automobile sur glace de Sherbrooke, mais 14 des 18 membres fondateurs sont toujours autour de la table, ce qui témoigne de la solidarité du groupe et de la fraternité qui s'est créée parmi ces véritables entrepreneurs d'ici. Tout autant d'autres événements, soit 14, se sont ajoutés depuis à titre de membres

actifs, ce qui atteste de la pertinence constamment renouvelée du RÉMI et de son leadership.

Depuis 2000, on a démontré que les Québécoises et Québécois sont tout à fait d'accord ou plutôt d'accord, presque à 100 %, avec le fait que les événements génèrent des retombées économiques très importantes par la voie de sondages. C'est une réussite à souligner.

Parmi les autres succès du RÉMI, on note la mise en place en 2004 de la Coalition des festivals canadiens, devenue depuis Festivals et événements majeurs Canada (FAME), l'arrivée de divers programmes et d'importantes améliorations à d'autres, tant à Québec qu'à Ottawa. Il faut dire que l'association est toujours active dans le cadre de multiples consultations, qu'elles soient budgétaires ou portant sur des projets de loi ou de politique.

Cela dit, au cours des plus récentes années, le RÉMI a été mobilisé par deux crises successives sans précédent. La COVID-19 a rendu impossible la saison estivale 2020, mais a aussi affecté les suivantes, tant en hiver qu'en été, qui ont dû se faire en vertu d'importantes restrictions sanitaires. Heureusement, l'association a pu compter sur la

collaboration de la ministre du Tourisme, Caroline Proulx, pour que l'enveloppe du Programme d'aide financière aux festivals et événements soit haussée de façon substantielle dans les circonstances — et maintenue à un niveau supérieur depuis.

Enfin, la poussée inflationniste qui a accompagné la reprise des activités a fait en sorte qu'il en coûte souvent de 30 % à 40 % de plus pour organiser cette année des événements comparables à ceux proposés en 2019. Pour les événements présentés en tout ou en partie gratuitement, de façon particulière, cela continue de poser un défi supplémentaire.

On peut souhaiter qu'à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire du RÉMI ses membres pourront recevoir en guise de cadeau un appui multiforme renouvelé, de la part de ses partenaires gouvernementaux et du secteur privé. Et de la part du public d'ici ou d'ailleurs, pourquoi pas une fois de plus une participation massive à toutes les grandes fêtes qui s'en viennent ?

**Louise Beaudoin**

# MOT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



## L'électrochoc

**On l'a dit et redit : les dernières années ont été rudes et 2024 n'a pas fait exception. Les difficultés du Groupe Juste pour rire, fort symboliques, ont entraîné l'annulation de l'un des festivals historiques de Montréal. Et cette fois, la pandémie n'était pas en cause.**

Comme de nombreuses autres, l'organisation a été confrontée à une hausse des taux d'intérêt, à l'inflation et à une forte poussée de ses coûts d'opération. Ses revenus, constitués notamment de subventions souvent stagnantes, n'ont pas suivi.

Sans généraliser, en faisant aussi la distinction entre les activités du Groupe Juste pour rire et son festival phare, le Regroupement des événements majeurs internationaux a souhaité faire de ce triste épisode une occasion de pédagogie. Ainsi, on a pu mettre la lumière avec force sur les problèmes du secteur relatés depuis des mois, sur le fait que les organisations ne passeraient pas toutes à travers la tempête, que certaines allaient trébucher de façon spectaculaire, comme ce fut le cas du célèbre festival d'humour, alors que d'autres allaient devoir faire des choix difficiles en

coulisses, en s'adonnant à contrecœur à une forme de « réduflation ».

Cet épisode a non seulement marqué le début de l'année, il a constitué un véritable électrochoc qui a orienté la vaste majorité des discussions et du travail en 2024.

Il faut d'ailleurs saluer le leadership de quelques partenaires du RÉMI. En convoquant en octobre un Forum sur les arts vivants et la culture, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain a mis de l'avant une étude, « Montréal, Métropole culturelle : Protéger et développer nos atouts culturels », qui a mis l'accent sur divers phénomènes : la baisse de la demande (même si on la sent moins en festivals qu'en salle ou pas du tout dans plusieurs cas), l'augmentation et la diversification de l'offre, les pressions sur les modèles de revenus et les pressions inflationnistes. La Chambre a aussi créé une conjoncture favorable à de nouvelles mesures.

Le jour même de l'événement, la Ville de Montréal et Tourisme Montréal en ont d'ailleurs profité pour annoncer l'ajout de 1 M \$ à leur budget respectif soutenant les festivals et événements, une annonce que le RÉMI a applaudie.

En parallèle, le Partenariat du Quartier des spectacles, à Montréal, a entamé des travaux, en intégrant plusieurs hypothèses du RÉMI et de d'autres partenaires, afin d'assurer que le milieu ne soit pas en état de crise permanente. Le Regroupement en profite pour saluer ce travail et la détermination de l'organisation et de son directeur général, en espérant une suite positive.

Tous ces partenaires ont également joué un rôle important, avec Québec et Ottawa, dans la mise en place de ComediHa! salue Montréal, un événement de remplacement qui s'est installé au cœur de l'été et de la cité. Il faut saluer leur mobilisation aussi rapide que réussie.

Il reste bien sûr beaucoup de travail à faire, en particulier dans les capitales. À Québec, du côté du ministère du Tourisme, la version actualisée du Programme d'aide financière aux festivals et événements touristiques qui doit entrer en vigueur à compter de l'an prochain donne l'occasion d'en revoir le cadre normatif. On s'est déjà réjoui lors du budget 2025-2026 du fait que l'enveloppe allait être augmentée à compter de 2026 et que le montant ait

été prévu pour quatre ans. Au ministère de la Culture et des Communications, on met en branle de nouvelles consultations qui touchent entre autres aux festivals et événements. À Ottawa, dans un climat d'instabilité politique, les demandes demeurent les mêmes, à savoir l'intégration de sommes aux bases budgétaires de Patrimoine canadien, assortie d'ajustements, en même temps qu'une véritable reconnaissance par la voie d'un programme de la valeur touristique et économique des événements. Sans oublier que des mesures ciblées du dernier énoncé économique, restées en suspens, doivent être mises en œuvre. Le RÉMI, avec la coalition canadienne Festivals et événements majeurs, fera de tout ceci une priorité.

Par ailleurs, Événements Attractions Québec et le RÉMI additionnent souvent leurs voix, dans une approche constructive et si possible complémentaire. La démarche menée par cette association ajoute au pain qui se trouve déjà sur la planche pour les prochains mois.

Le tout, à un moment charnière où l'on sent un nouveau vent favorable en faveur

du tourisme musical et événementiel. Aux États-Unis, avant l'arrivée de l'administration actuelle, un projet de loi bipartisan a été soumis au Congrès américain afin de reconnaître la valeur du secteur, par un projet de loi amendant celui sur le tourisme en général. Il s'agit du American Music Tourism Act qui doit nous inspirer ici parce qu'il s'avère être une prise de conscience de l'importance de ce type de tourisme souvent généré par des membres du RÉMI.

En janvier, à Toronto, l'Association canadienne de la musique sur scène (CLMA) a dévoilé le fruit d'une nouvelle étude inédite : *Écoute Active, comprendre la puissance économique et le potentiel de l'industrie de la musique live au Canada*. Cette étude démontre que seulement en 2023, l'industrie canadienne de la musique sur scène a généré 3,73 milliards \$ de recettes fiscales et 10,92 milliards \$ au produit intérieur brut. De ce dernier montant, 8,92 milliards \$ sont attribuables au tourisme entourant les activités reliées à la musique sur scène. Il y a lieu de croire que le quart de ces résultats est attribuable au Québec. La conférence de presse durant laquelle ces chiffres ont été dévoilés a eu lieu quelques mois après

le passage de Taylor Swift dans la même ville, avec un impact économique de 282 M\$. Il s'agit là encore d'une forme d'éveil dans la population en général et chez les décideurs.

Repris en juin par le groupe ComediHa!, devenu récemment Juste pour divertir, les festivals Juste pour rire seront de retour notamment à Vancouver et Montréal dès cette année. Le festival qu'on connaissait dans la capitale nationale sous le nom de ComediHa! devient Juste pour rire Québec. Ce dénouement somme toute heureux n'est pas le même pour tous les festivals et événements : au Canada, on a recensé plus d'une douzaine de rendez-vous qui sont tombés au combat, en annonçant une diminution substantielle de leur offre, une pause dans leurs opérations ou la fin complète de leurs activités en 2024.

**Martin Roy**



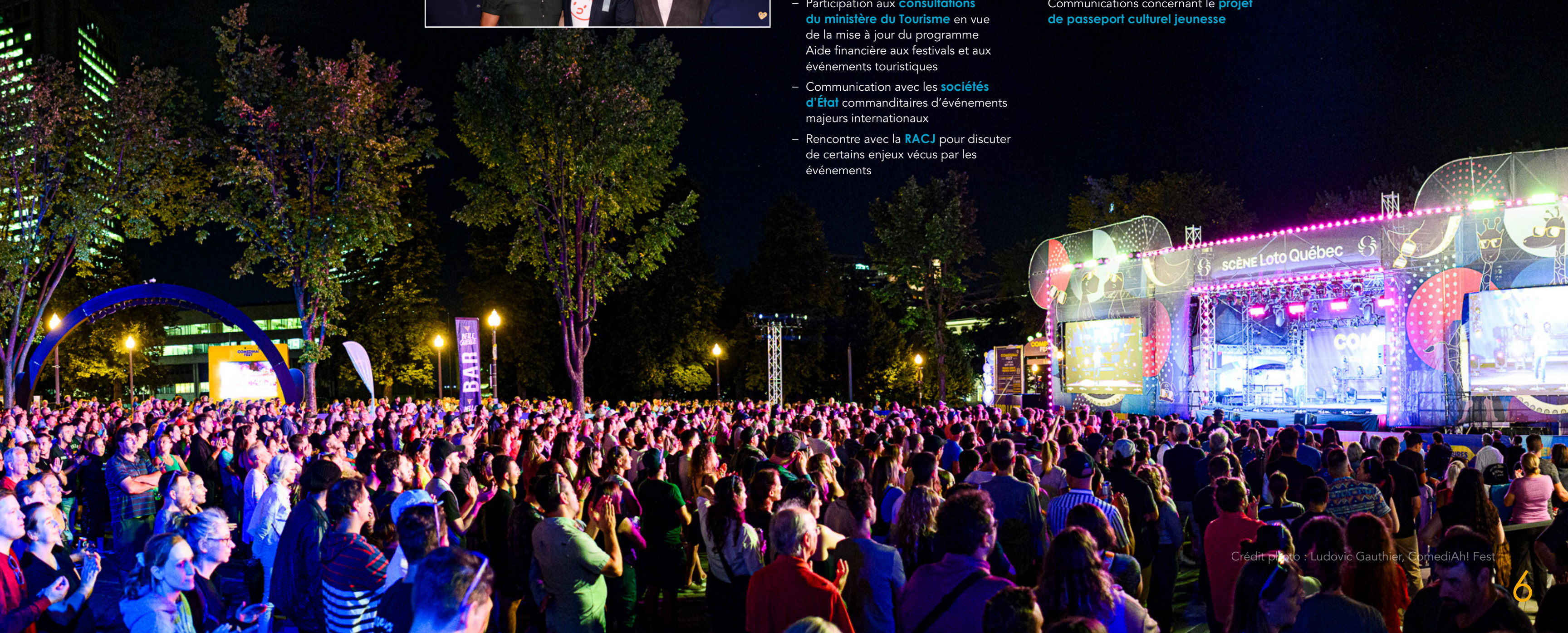
# 2024 EN QUELQUES MOMENTS CLÉS

Une association active et dédiée



## Québec

- **Multitude de rencontres** avec des fonctionnaires, du personnel politique et des ministres du gouvernement du Québec, en particulier ceux du Tourisme et de la Culture et des Communications
- Participation aux **consultations du ministère du Tourisme** en vue de la mise à jour du programme Aide financière aux festivals et aux événements touristiques
- Communication avec les **sociétés d'État** commanditaires d'événements majeurs internationaux
- Rencontre avec la **RACJ** pour discuter de certains enjeux vécus par les événements
- Rencontres avec la SODEC pour faire le suivi du **nouveau programme d'aide aux événements culturels**
- Discussions avec le Secrétariat à la promotion de la culture québécoise du ministère de la Culture et des Communications concernant le **projet de passeport culturel jeunesse**



Crédit photo : Ludovic Gauthier, ComediAh! Fest



# 2024 EN QUELQUES MOMENTS CLÉS

## Une association active et dédiée

### Ottawa

- En conjonction avec FAME, déploiement d'une **stratégie auprès du gouvernement canadien**, incluant de nombreuses rencontres à tous les niveaux de l'appareil gouvernemental (fonctionnaires, personnel politique et ministres)
- Rencontre avec **l'ensemble des fonctionnaires responsables des programmes** destinés aux festivals et événements ou ceux desquels ils pourraient bénéficier à Patrimoine canadien
- Participation active à la grande coalition **#AvenirDuSPECTACLE** regroupant plus d'une trentaine d'organisation au Canada : rencontres conjointes avec des ministres et des cabinets, ainsi que plusieurs autres actions concertées
- Présentation d'un mémoire lors des consultations prébudgétaires du gouvernement du Canada en février 2024, **«Situation intenable à Patrimoine canadien : NON à la baisse prévue au Fonds du Canada pour la présentation des arts, NON à l'abandon des diffuseurs en arts de la scène, des festivals et événements canadiens»**



- Présentation d'un mémoire lors des consultations prébudgétaires de la Chambre des communes à Ottawa en août 2024, **«Répondre à la crise qui frappe le secteur des festivals et événements tout en stimulant le tourisme»**



- Présence au **Comité permanent des Finances** de la Chambre des communes dans le cadre des consultations prébudgétaires en octobre 2024

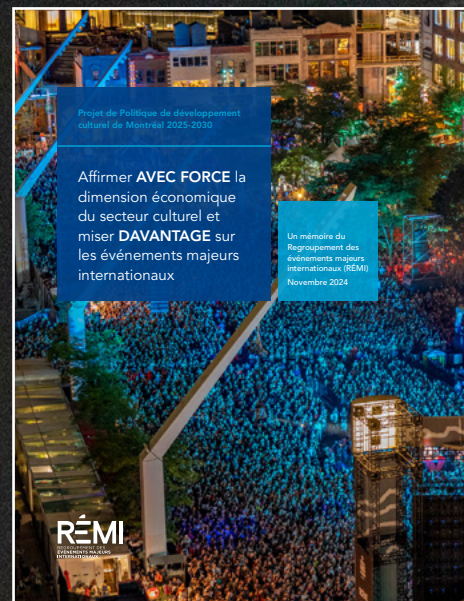


# 2024 EN QUELQUES MOMENTS CLÉS

## Une association active et dédiée

### Partenaires et médias

- Rencontres et concertation constante avec des **partenaires de l'industrie**, dont l'Alliance de l'industrie touristique du Québec, RIDEAU, l'ADISQ, l'Association de l'industrie touristique du Canada (AITC), Canadian Live Music Association (CLMA), la Vitrine, Montréal Centre-Ville et bien d'autres
- Échanges réguliers avec le **Partenariat du Quartier des Spectacles (PQDS)** au sujet de sa démarche concernant les festivals et événements
- Participation au **Forum sur les arts vivants et la culture** organisé par le Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM)
- Rencontres et concertation avec Événements Attractions Québec sur des **enjeux communs** aux festivals et événements au Québec
- Rencontres avec Tourisme Montréal dans le cadre de la refonte du **programme d'appui aux festivals et événements montréalais**
- Présentation du président-directeur général lors du **Colloque Fono — Les festivals de musique : organisation, enjeux et perspectives**, organisé l'Observatoire interdisciplinaire de création et de recherche en musique de l'Université Laval à la Faculté de musique de l'Université Laval, dans le cadre du Festival Fono
- Présentation d'un mémoire dans le cadre du projet de **Politique culturelle de la Ville de Montréal, « Affirmer avec force la dimension économique du secteur culturel et miser davantage sur les événements majeurs internationaux »**, lors des consultations publiques
- Recommandations dans le cadre des **consultations sur la Politique de vie nocturne de la Ville de Montréal**
- Participation au Comité consultatif communautaire d'**Aéroports de Montréal**
- Présence active dans les **médias québécois**
- **Représentations auprès des municipalités**, pour défendre l'intérêt des membres, discuter des programmes de soutien et assurer le maintien et la bonification des subventions
- Participation au comité consultatif sur les **dossiers de sécurité** à Montréal





# 2024 EN QUELQUES MOMENTS CLÉS

## Une association active et dédiée Vie associative

- La **Fête du Lac des Nations**, événement phare de Sherbrooke, se joint au RÉMI
- Communication constante avec les membres du RÉMI, notamment par la voie d'un **bulletin envoyé périodiquement** (une trentaine de bulletins en 2024)
- **Veille stratégique** et **monitoring international**
- **Rencontres individuelles** avec les membres du RÉMI et conseil stratégique
- **Assemblée générale annuelle** en avril 2023, incluant une présentation sur l'éco conditionnalité et la nouvelle norme BNQ
- **Nouveau site internet du RÉMI**, au goût du jour et en phase avec la technologie actuelle
- Le **RÉMI sur le terrain** pour visiter des événements membres et pour rencontrer des partenaires
- **Journée du RÉMI** en octobre 2024, incluant des présentations sur la Vitrine, les bonnes pratiques en commandite ainsi que du partage d'expertise entre les événements et festivals
- En décembre, début des activités entourant le **25<sup>e</sup> anniversaire du RÉMI** sur le thème « Les instants de bonheur, l'affaire du RÉMI et de ses membres depuis 25 ans »



Journée d'expertise  
du RÉMI

Mercredi,  
30 octobre 2024

9 h 45

ACCUEIL ET RÉSEAUTAGE

10 h 00

Tour d'horizon du PDG (retour sur 2024, état de situation, états financiers, etc.)

Martin Roy, Président-directeur général du RÉMI

10 h 45

Sondage instantané : bilan sommaire

11 h 15

PAUSE

11 h 30

La Vitrine 2.0

Kathia St-Jean, La Vitrine

12 h 00

Rétroaction d'un commanditaire important

Eric Maunier, Loto-Québec

La saison estivale 2024 a une fois de plus été marquée par une grande participation populaire. Des événements ont battu des records d'achalandage, mais ce n'est pas toujours un gage de succès financier. Dans le contexte qui demeure difficile, tout particulièrement pour les événements présents en tout ou en partie gratuitement, où en sommes-nous avec les subventionnaires ? Quel est le rôle des événements des membres au regard des revenus, des dépenses et de tout le reste ? Cette session animée par Martin Roy sera aussi l'occasion de revenir sur certains éléments qui occupent et préoccupent le RÉMI.

Les événements membres du RÉMI seront invités à répondre à un sondage instantané visant à dresser le bilan de saison 2024 des événements membres internationaux, en attendant des chiffres plus définitifs, comme ceux contenus dans les états financiers. Achalandage, revenus, dépenses, subventions, commandites et autres aspects : il s'agira de dresser des constats et de partager des impressions au bénéfice des représentants du RÉMI et d'aider les membres à se situer vis-à-vis des autres. Les résultats seront discutés et analysés en groupe lors de ce moment interactif animé par Martin Roy.

Un repas sera servi.

RSVP : info@remi.qc.ca

Lieu :  
Maison de La Rive,  
22, rue Macdonald, Montréal  
Des indications vous seront données avant et à l'entrée.

Mémo : ligne jaune - 2024  
Jean Gosselin (13 h 30 - 20 minutes de marche)

Loto-Québec est depuis de nombreuses années un partenaire majeur de l'industrie événementielle. Travaillant avec une cinquantaine de festivals et événements partout au Québec, son équipe a certainement développé une grande expertise dans le domaine de la commandite au Québec. Avec son point de vue privilégié, le directeur de l'engagement social, Eric Maunier, accepte de livrer ses impressions. Qu'est-ce qui est bien fait quand vient le temps de présenter un dossier ? Quel est le rôle du point de vue de la ville avant pour la suite des choses vis-à-vis de cette société d'État que pour ceux qui souhaitent améliorer leurs pratiques dans ce domaine névralgique qu'est celui de la commandite.



Crédit photo : Elisabeth Joly, Festivent de Lévis





Une situation « extrêmement difficile » : les festivals en péril faute de financement

Cécile Bernard | 20 janvier à 5 h 53 HNE

Faute de financement, le festival Sugar Shack Toronto a annulé l’édition de 2025. Il est le dernier d’une longue liste de plusieurs festivals, gratuits ou payants, qui ont annulé leur programmation ou qui sont en difficulté financière.

Que se passe-t-il dans le milieu des festivals des arts et de la culture ? Martin Roy, directeur général de Festival et événements majeurs Canada (FAME), une coalition pancanadienne qui représente plus de 500 organisations, répond à nos questions.

La pandémie, une épreuve pour les festivals

Au Canada, la période post-pandémique a mis à mal un grand nombre de festivals, constate Martin Roy. Il en coûte vraiment beaucoup plus cher en ce moment pour produire un événement comparable à ceux qu’on faisait en 2019.

« Si la pandémie était en quelque sorte un tremblement de terre, les conséquences qui ont suivi ressemblent à un tsunami, c’est plus surnaturel. »

Une citation de Martin Roy, directeur général de FAME

Selon lui, l’inflation joue un rôle majeur dans la hausse des coûts de production, mais pas seulement : dans notre secteur, c’est pire parce qu’il y a eu déstructuration durant la pandémie. Beaucoup de gens sont partis faire autre chose et plusieurs fournisseurs ont été en difficulté.

Des festivals gratuits, mais dépendants des subventions

Parmi les festivals présents à Toronto et plus largement au Canada, certains sont gratuits et dépendent entièrement des subventions des gouvernements provincial et fédéral. Or, depuis la pandémie, ces subventions se sont réduites ou ont été supprimées.

« La situation en ce moment demeure extrêmement difficile. »

Une citation de Martin Roy, directeur général de FAME

« Quand on vend des billets, on peut refiler une partie de l’inflation à ceux qui les achètent. Mais quand on présente des activités gratuitement et qu’on compte principalement sur des revenus autonomes et des subventions et que celles-ci n’augmentent pas, on se trouve face à un problème mathématique », affirme-t-il.

Quelles peuvent être les solutions ? Comme le rappelle Martin Roy, les festivals gratuits permettent une plus grande accessibilité à la culture et aux arts. Certains festivaliers tiennent à cette gratuité.

Des moteurs économiques et culturels

En plus de l’aspect divertissement, les festivals sont aussi des leviers économiques et touristiques, rappelle Martin Roy. Le gouvernement fédéral doit regarder les festivals et les événements non seulement comme des créations culturelles et sociales,

mais aussi comme des créateurs de richesse, des moteurs économiques et touristiques.

« Les festivals créent un sentiment de communauté. »

Une citation de Martin Roy, directeur général de FAME

Ces événements ponctuels et réguliers amènent des touristes, car ils concrétisent de façon très précise une intention de voyage puisque l’événement se déroule à une date précise. Cela crée un engouement envers une destination et ça occasionne des dépenses en matière de transport, de restauration et en hôtellerie.

Plusieurs festivals ont annulé leur édition de 2024 tels que le Taste of the Danforth, à Toronto, et le Festival folk de Regina, alors que d’autres sont en difficulté financière et ignorent pour le moment s’ils survivront à 2025.



Les festivals sont plus populaires que jamais au Québec

Par Valérie Marcoux, Le Soleil | 12 septembre 2024 à 16h41

Malgré les difficultés financières rapportées par plus de la moitié des festivals au Québec, ces événements continuent de se multiplier et seraient même au sommet de leur popularité, affirme Martin Roy, directeur du Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) et de Festivals et événements majeurs Canada (FAME).

Est-ce qu’il y a trop de festivals au Québec ? Cette question, Martin Roy l’a souvent entendue.

« Dans l’idéal, il y aurait autant de festivals qu’on peut rêver, mais on est parfois rattrapé par la réalité », mentionne le directeur du RÉMI et de FAME.

Pour lui, la multiplication des festivals témoigne de la vitalité et du dynamisme de la culture au Québec.

De plus, comme il en fait la démonstration lors du Colloque Les festivals de musique : organisation, enjeux et perspectives organisé par le FONO ce jeudi sur le campus de l’Université Laval, les retombées positives de ces événements sur l’économie et la notoriété des villes qui les accueillent sont bien réelles.

Pourtant, comme l’a dévoilé Événements Attractions Québec au début de la semaine, plus de la moitié des festivals du Québec auraient enregistré un déficit en 2023.

« Ce n’est pas un problème de popularité et ce n’est pas un problème de clientèle », soutient le directeur du RÉMI et de FAME qui observe un engouement croissant pour les festivals au Québec.

« C’est un phénomène qui est là et qui perdure. J’ai beaucoup de membres qui, cette année, ont eu un record d’achalandage et qui brisent à chaque année des records d’achalandage », insiste Martin Roy en donnant l’exemple du Festival d’été de Québec (FEQ).

Ainsi, la compétition que se livrent les festivals pour attirer les publics serait soutenable, l’inflation n’aurait pas trop coupé l’appétit des Québécois pour ces événements, mais c’est au niveau des subventions que leur nombre devient un problème.

Des pointes de tartes plus petites

« Il en coûte, en 2024, 30 % et 40 % de plus pour faire un événement comparable à ceux qu’on faisait en 2019, mais, évidemment, les commandites et les subventions n’ont pas suivi ce rythme », observe Martin Roy en évoquant Le fond du Canada pour la présentation des arts (FCPA) et Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.

« Ces deux programmes [fédéraux] ont actuellement les mêmes bases budgétaires qu’en 2008 », affirme le directeur du RÉMI et de FAME.

Les subventions accordées par les différents paliers de gouvernements représenteraient environ 25 % des revenus des festivals au Québec. Le fédéral est celui qui contribue le moins au financement de ces événements et M. Roy est d’avis qu’il pourrait en faire plus.

« En 2019, on a réussi à faire une

augmentation ponctuelle à ces enveloppes. Depuis ce temps-là, on les reconduit et on les prolonge, mais il y a un vrai problème de financement au gouvernement fédéral en ce moment. Il faudrait que ces ajouts soient rendus permanents et intégrer aux bases budgétaires », plaide celui-ci.

« Dans le cas de ces deux programmes, les [augmentations ponctuelles] ont été confirmées jusqu’en mars 2026. Après, on ne sait pas ce qui va se passer », ajoute-t-il.

Dans ce contexte, la multiplication des festivals devient un problème pour les événements qui se partagent les subventions gouvernementales.

« Plus il y a de festivals, plus les pointes de tartes sont petites et ça ce n’est pas gagnant pour personne », fait valoir M. Roy.



# les affaires

## Une coalition de festivals réclame d’Ottawa un meilleur appui financier

Rédigé par Frédéric Lacroix-Couture | mis à jour le 25 décembre 2024

**La poussée inflationniste a encore donné du fil à retordre aux festivals et événements majeurs du Canada en 2024. Une coalition représentant plusieurs d’entre eux revendique un meilleur soutien financier, qui donne plus de prévisibilité, de la part du gouvernement fédéral.**

Festivals et événements majeurs (FAME) parle de 2024 comme d’une « année sombre ». La coalition a recensé au moins une douzaine de rendez-vous à la grandeur du pays qui ont diminué leur offre, cessé leurs activités ou décidé de prendre une pause.

« Ce qu’on perçoit partout, c’est qu’il y a des difficultés sérieuses [...] Si la pandémie a été un tremblement de terre (pour le secteur), ce qui a suivi, la vague inflationniste, c’est un tsunami », indique le directeur général de FAME, Martin Roy, en entrevue.

Depuis 2023, les coûts d’exploitation ont connu une « augmentation spectaculaire », affirme Martin Roy. Plusieurs organisateurs lui ont mentionné qu’il en coûte maintenant entre 30 et 40 % de plus pour tenir un événement par rapport à 2019.

Cette hausse s’explique entre autres par une rareté de la main-d’œuvre et des fournisseurs au sein de l’industrie.

« Il y a quand même de plus en plus de festivals. Et ça aussi, ça a quand même un

effet inflationniste. À partir du moment où, sur un même week-end, vous avez trois, quatre ou sept événements comparables en compétition dans une région ou dans une ville, cela peut avoir une incidence aussi sur les frais d’exploitation et sur la disponibilité de la main-d’œuvre, des artistes, des fournisseurs, etc. », fait valoir Martin Roy.

### Revoir le financement

Il précise que le phénomène s’observe à l’échelle internationale. Mais Ottawa pourrait tout même faire mieux en matière de financement, estime la coalition.

D’après FAME, le fédéral doit bonifier le budget de deux programmes de Patrimoine canadien visant à soutenir les événements, afin de tenir compte de l’inflation. Il s’agit de Fonds du Canada pour la présentation des arts et Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.

La coalition demande surtout de revoir la manière dont le ministère ajoute des sommes au financement de base des deux programmes. FAME souhaite que cet argent additionnel soit déjà intégré aux bases budgétaires. Cela permettrait, selon la coalition, de pérenniser ces montants et d’offrir une meilleure prévisibilité, sans devoir faire de nouvelles démarches auprès du gouvernement pour reconduire cette

enveloppe supplémentaire presque année après année.

Cette aide additionnelle représente environ le tiers du budget total de 72,7 M\$ réservé jusqu’en 2025-2026.

« Depuis 2019, ces sommes-là sont devenues à la fois indispensables et insuffisantes, parce qu’elles ne font pas en sorte que les subventions augmentent. Au contraire, elles continuent de diminuer », dit Martin Roy, qui est aussi président-directeur général du Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI).

« Il va falloir se battre encore d’ici 2026 pour reconduire ces sommes-là », ajoute-t-il.

Martin Roy estime également que le fédéral doit éventuellement concevoir un programme dans lequel les festivals et les événements seraient considérés comme des moteurs économiques et touristiques.

Les investissements seraient alors réalisés en fonction de ce que cette industrie « peut rapporter en termes touristiques et de retombées économiques. De ne pas regarder les festivals et les événements seulement par la lorgnette culturelle », soutient-il.

Ottawa pourrait s’inspirer du gouvernement du Québec, dont le ministère du Tourisme appuie aussi

des événements lorsqu’ils attirent des visiteurs de l’extérieur, affirme Martin Roy.

« Le gouvernement du Québec est le gouvernement provincial qui en fait le plus par rapport à l’industrie. Et d’ailleurs, ici, on peut vraiment parler d’une industrie des festivals et des événements, sinon des événements majeurs internationaux, parce qu’on travaille comme tel ; il y a des échanges entre les festivals. On est structuré comme une industrie, ce qui n’est pas toujours le cas à l’extérieur du Québec », expose-t-il.

Le FAME salue tout de même les aides ponctuelles qui ont été réservées à certains événements dans le cadre de l’énoncé économique du gouvernement Trudeau, présenté la semaine dernière. Il contenait un total de 10 millions \$ en mesures ciblées touchant cinq festivals, comme le Carnaval des Caraïbes de Toronto.

« Je me réjouis de ces coups de pouce qui sont donnés à l’un et à l’autre. Mais c’est sûr qu’on ne peut pas procéder de façon individuelle pour des centaines de festivals et événements. On ne s’en sortira pas. Si on en aide cinq par année, on risque de mettre plusieurs années avant de régler le problème pour l’ensemble des festivals canadiens », commente Martin Roy, qui espère au moins que le pire est désormais passé pour ce qui est de l’inflation.





La crainte d’être les prochains

Maurin Auxéméry, Directeur de la programmation, Festival de jazz de Montréal, Francos de Montréal et Montréal en lumière  
Jean-François Daviau, Président, Festival M.A.D., ainsi que cinq autres signataires\*

Publié le 7 mars 2024

**La décision du Groupe Juste pour rire de se placer à l’abri de ses créanciers et de mettre en pause son festival phare expose au grand jour la difficile réalité des entreprises qui œuvrent dans le divertissement et l’évènementiel.**

Bien sûr, le Groupe avait ses propres enjeux, et ces derniers n’étaient pas liés qu’à la seule présentation du festival Juste pour rire. Mais une chose nous semble acquise : le difficile contexte dans lequel se déroulent depuis des années les festivals présentés gratuitement au cœur de Montréal a dû être placé dans la colonne des « moins ». Nous, directeurs de festivals montréalais, y voyons un signal d’alarme.

Car, au-delà des difficultés particulières au Groupe Juste pour rire, l’annulation du festival de l’humour pourrait bien, craignons-nous, sonner la fin d’une époque, celle de Montréal comme effervescente « ville de festivals », une période où fondraient année après année les retombées économiques et touristiques générées par les événements publics qui donnent âme et vitalité, par leurs activités gratuites, au centre-ville de Montréal. Retombées économiques qui, rappelons-le, constituent un important retour sur investissement pour les bailleurs publics.

**On l’a dit et redit : nos évènements sont populaires, mais dans notre situation, succès de foule ne rime pas avec succès financier.**

Il y a même de moins en moins de corrélation entre les forts achalandages et, par exemple, la vente de boissons et de nourriture. Historiquement, ces revenus ont fondu sur des décennies, au fur et à mesure que la vie commerciale autour de la place des Festivals a pris d’importantes parts de marché.

La pandémie aura aussi fait mal. L’inflation qui a suivi a eu un impact plus grand encore. On estime qu’il en coûte cette année entre 30 et 40 % de plus qu’en 2019 pour organiser un festival de même envergure.

Or, de la Ville de Montréal, la plupart d’entre nous reçoivent depuis près d’une décennie la même subvention qui n’a pas été indexée. Alors que la hausse du compte de taxes municipales suit automatiquement la courbe de l’inflation, ce n’est pas le cas des montants consacrés aux festivals et aux événements.

À Ottawa, les bases budgétaires des programmes dont nous bénéficions du côté de Patrimoine canadien n’ont pas été revues depuis 2008. Un ajustement a bel et bien été fait en 2019 (il vient à

terme dans moins d’un mois, au Fonds du Canada pour la présentation des arts).

Un brusque retour de plusieurs années en arrière avec un dollar dévalué : voilà la dure réalité à laquelle nous sommes confrontés. Qui plus est, des événements reçoivent aujourd’hui moins qu’en 2016 pour la seule raison que l’enveloppe sert davantage de clients.

Le seul gouvernement qui a ajusté sa contribution au fil du temps est celui du Québec, par l’entremise du Programme d’aide aux festivals et événements touristiques, mais sans avoir haussé le montant maximum admissible.

En ce qui a trait aux commanditaires privés, ils n’ont pas été épargnés par la pandémie et l’inflation. Il n’est pas facile de leur demander davantage.

Alors que nous sommes à compléter nos festivals à venir, nous constatons l’impasse budgétaire. Il faut faire des choix douloureux, au sujet des heures d’ouverture, de la programmation, du nombre de scènes où elle se déploie.

**Cela n’augure rien de bon pour l’avenir.**

Tout comme le Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) au sein duquel nous œuvrons, nous en appelons à un coup de barre, à une véritable prise de conscience

et à la mise en place rapide d’un plan d’action, d’une stratégie qui viendrait redonner un souffle au Montréal festif que nous souhaitons préserver, avec des partenaires incontournables dans les capitales, ici même à l’hôtel de ville, mais aussi du côté de Tourisme Montréal et du Partenariat du Quartier des spectacles notamment.

Nous avons des solutions à proposer. Il est temps de convenir des actions nécessaires et de les mettre en œuvre sans tarder.

**Cosignataires : Nicolas Girard Deltruc, directeur général, Festival du nouveau cinéma, André Dudemaine, directeur artistique, Festival international Présence autochtone, Suzanne Rousseau, directrice générale, Festival Nuits d’Afrique, Stéphane Lavoie, directeur général et de la programmation, Montréal complètement cirque, Simon Gamache, directeur général, Fierté Montréal**





## Une culture plus accessible en soutenant de populaires festivals

Martin Roy, Président-directeur général du Regroupement des événements majeurs internationaux (REMI)

Publié le 4 avril 2024

**L’auteur réplique au titulaire de la chaire de gestion des arts HEC Montréal, dont les textes ont été publiés le 7 mars et le 1<sup>er</sup> avril.**

Si le fondateur du Festival international de jazz de Montréal, Alain Simard, a eu l’occasion de démonter les arguments avancés dans la première missive du titulaire de la chaire de gestion des arts HEC Montréal, je me permets à mon tour de rectifier les choses, principalement en ce qui concerne la seconde publication, en insistant sur trois aspects.

À travers « Divertissement gratuit pour adultes consentants », l’on saisit mieux ce qui motive tant son auteur, François Colbert, à prendre ici la plume à répétition : les festivals présentés gratuitement donneraient dans une forme de sous-culture qui ne trouve pas grâce à ses yeux, le simple « divertissement » qui, par opposition aux arts, si chers à sa chaire, « éduquent » (le mot est de lui) le peuple ignare. Surtout, ne soyons pas de mauvaise foi en présumant que M. Colbert souhaite que l’État cesse de subventionner les festivals et leurs volets gratuits pour, enfin, rediriger les sommes vers ces mêmes nobles arts.

Où tracerait-il la ligne, si cela s’avérait ? Alors que, par exemple, la Virée classique de l’OSM présente elle-même une centaine d’activités gratuites à chacune de ses éditions et remplit parfaitement la condition édictée par M. Colbert lui-même de « protéger le patrimoine » qui se perdrait s’il n’était pas joué ? Jetons aussi un œil sur quelques récentes têtes d’affiche des festivals auxquels s’en prend le professeur et classons-les toutes dans la catégorie du « divertissement », comme il le commande : Cœur de pirate, Jean-Michel Blais et Robert Charlebois. Faudrait-il enfin y inclure d’un bloc toute la programmation du Festival international Présence autochtone ? Et que dire de la relève qui trouve souvent dans ces volets un tout premier public ?

« Méfiez-vous des gens qui disent aimer le peuple mais qui détestent tout ce que le peuple aime », disait René Lévesque.

### Une chronologie qui fait défaut

En relatant l’histoire du Quartier des spectacles, M. Colbert réduit délibérément le rôle des grands festivals qui « n’ont fait que s’ajouter à ça », de la construction de la Place des Arts à la Maison symphonique, ouverte en 2011.

**Dès 2008, doit-on pourtant le rappeler, la place des Festivals a été annoncée puis inaugurée, participant incontestablement à l’essor immobilier et commercial dans les environs.**

En 2018, la Ville de Montréal dévoilait une étude qui révélait que depuis 2007, soit depuis le début de la revitalisation urbaine qui a accompagné l’arrivée de la même Place, pas moins de 60 projets immobiliers avaient eu un impact économique de 2,2 milliards, avec des investissements de construction de 1,5 milliard, générant des revenus de taxations foncière et scolaire pouvant atteindre 449 millions.

Et c’était avant l’avènement du plus gros projet, le Maestria, dont l’argument principal de vente est qu’il vous « entraîne aux premières loges face à la place des Festivals ». Il n’est plus sourd que celui qui ne veut pas entendre parler du rôle qu’ont pu jouer les événements dans cette dynamique, comme dans la croissance du tourisme à Montréal.

### Un internationalisme sélectif

Afin de justifier son refus de soutenir financièrement les festivals et leurs volets présentés gratuitement, M. Colbert

nous sert un exemple colombien auquel il y a lieu d’opposer une étude européenne, plus près de nous. Il y a une dizaine d’années, un chercheur français, Emmanuel Négrier, avait conclu que les subventions sur la portion outre-Atlantique représentaient 45 % des revenus, alors qu’ils comptaient pour 39,5 % dans un sous-groupe québécois. Au sein du REMI, de nos jours, les subventions représentent environ 18 %, et ce, dans toutes sortes de disciplines.

C’est avec fierté, je crois, que les Montréalais (et les Québécois de façon générale) animent l’espace public durant l’été. En y mettant collectivement les ressources nécessaires, via l’État et les gouvernements de proximité, ils souhaitent définir leur ville sur la scène internationale comme en étant une où il fait bon vivre. Et ils consentent largement à célébrer la vitalité de leur propre culture, tout en allant aussi à la rencontre de l’autre, fut-il sur scène ou dans la rue, à leurs côtés.





Les festivals sont plus populaires que jamais au Québec

Par Valérie Marcoux

12 septembre 2024

**Malgré les difficultés financières rapportées par plus de la moitié des festivals au Québec, ces événements continuent de se multiplier et seraient même au sommet de leur popularité, affirme Martin Roy, directeur du Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) et de Festivals et événements majeurs Canada (FAME).**

Est-ce qu’il y a trop de festivals au Québec? Cette question, Martin Roy l’a souvent entendue.

« Dans l’idéal, il y aurait autant de festivals qu’on peut rêver, mais on est parfois rattrapé par la réalité », mentionne le directeur du RÉMI et de FAME.

Pour lui, la multiplication des festivals témoigne de la vitalité et du dynamise de la culture au Québec.

De plus, comme il en fait la démonstration lors du Colloque Les festivals de musique : organisation, enjeux et perspectives organisé par le FONO ce jeudi sur le campus de l’Université Laval, les retombées positives de ces événements sur l’économie et la notoriété des villes qui les accueillent sont bien réelles.

Pourtant, comme l’a dévoilé Événements Attractions Québec au début de la semaine, plus de la moitié des festivals du Québec auraient enregistré un déficit en 2023.

« Ce n’est pas un problème de popularité et ce n’est pas un problème de clientèles », soutient le directeur du REMI et de FAME qui observe un engouement croissant pour les festivals au Québec.

« C’est un phénomène qui est là et qui perdure. J’ai beaucoup de membres qui, cette année, ont eu un record d’achalandage et qui brisent à chaque année des records d’achalandage », insiste Martin Roy en donnant l’exemple du Festival d’été de Québec (FEQ).

Ainsi, la compétition que se livrent les festivals pour attirer les publics serait soutenable, l’inflation n’aurait pas trop coupé l’appétit des Québécois pour ces événements, mais c’est au niveau des subventions que leur nombre devient un problème.

**Des pointes de tartes plus petites**

« Il en coûte, en 2024, 30 % et 40 % de plus pour faire un événement comparable à ceux qu’on faisait en 2019, mais, évidemment, les commandites et les subventions n’ont pas suivi ce rythme », observe Martin Roy en évoquant Le fond du Canada pour la présentation des arts (FCPA) et Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.

« Ces deux programmes [fédéraux] ont actuellement les mêmes bases budgétaires qu’en 2008 », affirme le directeur du REMI et de FAME.

Les subventions accordées par les différents paliers de gouvernements représenteraient environ 25 % des revenus des festivals au Québec. Le fédéral est celui qui contribue le moins au financement de ces événements et M. Roy est d’avis qu’il pourrait en faire plus.

« En 2019, on a réussi à faire une augmentation ponctuelle à ces enveloppes. Depuis ce temps-là, on les reconduit et on les prolonge, mais il y a un vrai problème de financement au gouvernement fédéral en ce moment. Il faudrait que ces ajouts soient rendus permanents et intégrer aux bases budgétaires », plaide celui-ci.

« Dans le cas de ces deux programmes, les [augmentations ponctuelles] ont été confirmées jusqu’en mars 2026. Après, on ne sait pas ce qui va se passer », ajoute-t-il.

Dans ce contexte, la multiplication des festivals devient un problème pour les événements qui se partagent les subventions gouvernementales.

« Plus il y a de festivals, plus les pointes de tartes sont petites et ça ce n’est pas gagnant pour personne », fait valoir M. Roy.



# L'IMPORTANCE ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE DES ÉVÉNEMENTS MAJEURS INTERNATIONAUX

**Les faits saillants de l'étude sur les retombées économiques consolidées de 17 membres du RÉMI qui a été réalisée par KPMG et rendue publique le 31 mai 2018**

Il s'agissait de la première étude d'une telle envergure au Québec depuis la publication du **Guide méthodologique pour la réalisation des études sur l'impact économique des grands festivals et événements**, en 2016.

## LES 17 FESTIVALS EN BREF

**5,9 M**

Nombre de participants de tout âge

**14 %**

sont des visiteurs venant de l'extérieur du Québec

**12,4 M**

Nombre de jours de participation

## LES RETOMBÉES

**290,8 M\$**

en valeur ajoutée pour l'économie du Québec

**4 606**

emplois créés ou soutenus par l'événement (en équivalent temps plein)

**66,6 M\$**

en recettes fiscales des gouvernements

**396 M\$**

dépenses admissibles totales (touristiques et d'opération)

**378 \$**

dépenses moyennes des visiteurs de l'extérieur de la région de l'événement venus surtout pour y participer

## SOURCES DE REVENUS

**42 %** Revenus autonomes

**29 %** Commandites — Secteur privé et autres

**9 %** Autres

**6 %** Subventions provinciales

**6 %** Subventions locales

**4 %** Subventions fédérales

**4 %** Commandites — Sociétés d'État

Un partenariat gagnant pour les gouvernements, les contribuables et les événements majeurs internationaux

- Alors qu'il subventionne ces dix-sept événements à hauteur de **15,1 M\$**, le **gouvernement du Québec a récolté 49,3 M\$** sous forme de taxes et impôts (revenus fiscaux); quant au **gouvernement fédéral, il obtient 17,3 M\$** avec un investissement de **9,7 M\$**.
- Une majorité des revenus des événements proviennent de sources privées (**29 %**) et autonomes (**42 %**), les subventions des différents paliers de gouvernement comptent pour un peu moins de **17 %** des revenus totaux.
- L'activité de ces dix-sept événements participe à la création ou au maintien de **4 606** emplois (équivalent temps plein).

La tenue des événements majeurs internationaux : une raison de se déplacer au Québec ou d'y venir

- Pas moins de **190 603** touristes sont venus de l'extérieur du Québec **principalement pour participer** à l'un des dix-sept événements de l'étude.
- **66 %** des visiteurs québécois se sont déplacés **surtout en raison de l'événement**.
- **54 %** des dépenses des visiteurs ont été générées par des visiteurs venant de l'extérieur du Québec. Ils ont dépensé en moyenne **778,34 \$** au cours de leur séjour, laissant ici **148,4 M\$** d'« argent neuf », dont près du quart dans les hôtels et environ le tiers dans les restaurants.

Les membres actifs du RÉMI qui ont participé à l'étude agrégée : le Carnaval de Québec, Omnium Banque Nationale, le Festival d'été de Québec, le Festival International de Jazz de Montréal, le Festival Juste pour rire, le Festival de Lanaudière, le Festival Mode et Design Montréal, le Festival Montréal en Lumière, le Festival Western de St-Tite, Fierté Montréal, les Francos de Montréal, Igloofest, L'International de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu, L'International des Feux Loto-Québec, OSHEAGA — Festival Musique et Arts, les Grands Feux Loto-Québec et les Régates de Valleyfield.



La rapport complet est disponible sur le site internet du RÉMI